SOLIDARITÉ

Vol. 20 nº 2 • 9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (QC) H1L 6P3 • Tél.: (514) 356-8888 • Septembre 1998

Face au libre-échange dans les Amériques

ENSEMBLE, IL FAUT AGIR !

Rapport du deuxième stage CISO au Mexique, juin-juillet 1998

Aux pieds de la femme qui dort

DÈS NOTRE ARRIVÉE, LA VILLE DE MEXICO NOUS IMPRESSIONNE PAR SON ÉTENDUE: L'AVION LA SURVOLE PENDANT AU MOINS TRENTE MINUTES AVANT D'ATTERRIR. ELLE EST PERCÉE DE VIEUX CRATÈRES ÉTEINTS, DESQUELS COULENT DES LAVES DE QUARTIERS PAUVRES SUR LEURS FLANCS. LA VILLE SE SITUE À PLUS DE 2 500 MÈTRES D'ALTITUDE ET OCCUPE LA VALLÉE DE CHALCO, FERMÉE AU SUD-EST PAR DEUX GRANDS VOLCANS: LE POPOCATÉPETL ET L'IXTACCIHUATL, *LE GUERRIER FUMANT* ET *LA FEMME QUI DORT*. NOUS AVONS SURTOUT SÉJOURNÉ DANS LE PETIT VILLAGE DE TEMAMATLA, SUR LES BORDS DE CETTE GRANDE VALLÉE DES ROIS, AUX PIEDS DE LA *FEMME QUI DORT*. DE LÀ, NOUS POUVIONS VOIR TOUTE LA VALLÉE, OÙ VIVENT PLUS DE VINGT-TROIS MILLIONS DE PERSONNES POUR QUI LE DISTRICT FÉDÉRAL DE MEXICO EST LE PÔLE D'ATTRACTION.

Mexico était autrefois une cité lacustre, construite sur une île du lac Texcoco par les Mexicas, autre nom donné aux Aztèques. Le Conquistador Hernán Cortés fut ébloui par la beauté du site et la splendeur de ses temples, ce qui ne l'empêcha pas de massacrer tous ses habitants et de la détruire pierre sur pierre. Aujourd'hui, il ne reste que quelques vestiges de l'ancienne cité de Tenochtitlán. Le lac, quant à lui, a été presque complètement asséché afin d'étendre le territoire pour loger les millions de personnes qui migraient vers la capitale, pour ne plus mourir de misère.

Aujourd'hui, le pôle des migrations intérieures s'est déplacé vers le Nord. Là, des milliers d'usines maquilas engagent, à viles conditions, des chômeurs démunis qui rêvent d'Amérique. Nous sommes aussi remontés avec eux, vers Ciudad Juarez, sous une chaleur de plus de 40 degrés et entourés de cette sécheresse qui, depuis trois mois, brûlait tout. Les gens vivent ici dans des cabanes, sans eau courante, sans égoûts, sans électricité. Nous avons touché à la clôture métallique qui emprisonne ces milliers de migrants. Nous, nous avons pu traverser le passage (El Paso) pour aller voir du côté américain ces voitures de patrouille qui surveillent à tous les cinq cents mètres, ceux et celles qui tentent de s'évader de cet enfer «maquiladoré».

Le Mexique est le berceau de grandes civilisations : Teotihuacán, Mayas et Aztèques laissèrent sur le territoire des marques éloquentes de la grandeur de leurs arts et de leurs connaissances, mais aussi de leur cruauté. L'histoire du Mexique en est une d'horreurs sans nom, qui commence par les sacrifices humains sur les autels de ces premières civilisations précolombiennes et qui se continue aujourd'hui dans les massacres des indigènes du Chiapas et du Guerrero, ou dans le viol, la torture et l'assassinat de jeunes femmes de Ciudad Juarez. Ce n'est pas pour rien que la fête la plus célébrée au Mexique soit la fête des morts, *El Día de los Muertos* : leurs fantômes hantent encore les lieux de leurs meurtres rituels.

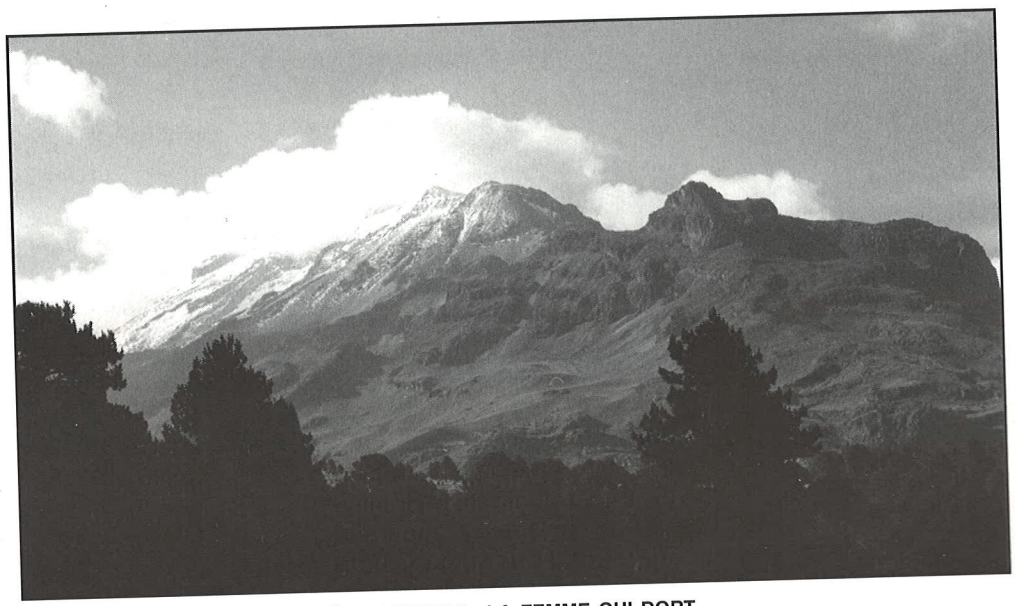
Selon Octavio Paz, grand écrivain, l'âme mexicaine est solitaire et fermée : elle se cache sous le masque d'une allégresse factice, pour tenter d'oublier qu'elle est l'enfant de la *Malinche*, la maîtresse indigène de Cortés, celle qui a trahi son peuple et que Cortés abandonna par la suite. Je l'ai reconnue, cette âme mexicaine, dans cet air joyeux et triste tout à la fois que nous avons chanté avec les travailleurs en grève de l'imprimerie Morales, le jour de notre départ :

Ay, ay, ay, ay!
Canta y no llores,
Porque cantando se alegran
Cielito lindo los corazones

Aie, aie, aie, aie!
Chante et ne pleure pas,
Car en chantant, mon beau p'tit ciel,
Les cœurs se réjouissent

Sur ce pays tragique, veille une autre femme mythique, la *Vierge de la Guadeloupe*, la Vierge des mal-aimés, des orphelins, des pauvres et des opprimés. Cette déesse-mère, née de la fusion des religions indigène et chrétienne, est vénérée par tout le peuple. Nous avons vu sa statue dans toutes les maisons, dans tous les lieux de travail, au fond de tous les jardins et sur toutes les routes. Et moi, je l'ai vue à Temamatla, par une chaude nuit insomniée de juillet, je l'ai vue soulever le linceuil de nuages et de neige éternelle, pour éveiller la Femme qui dormait au sommet de l'Ixtaccihuatl. J'ai vu cette Femme se lever, immense dans le ciel du Mexique, franchir en quelques enjambées la forêt de pins verdoyants qui la séparait du Guerrier fumant. Elle lui a remis le soulier qui lui manquait pour reprendre sa marche sur le sentier de la liberté, ce sentier défriché au début de l'histoire du Mexique moderne par Hidalgo et Morelos.

GILBERT TALBOT



IXTACCIHUATL, LA FEMME QUI DORT

Bâtir un réseau syndical et populaire à l'échelle continentale

LE STAGE 1998 DU CISO AU MEXIQUE A PERMIS DE RÉUNIR UNE DÉLÉGATION CANADO-AMÉRICAINE REGROUPANT 15 PERSONNES DU CANADA PROVENANT DE LA CEQ, DE LA FAC, DE LA FIIQ, DU SFPQ, ET DU CISO, ET 4 SYNDICALISTES AMÉRICAINS DE LA UE, SYNDICAT PROGRESSISTE ET TRÈS ENGAGÉ DANS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.[1] CE CONTEXTE TRINATIONAL A DONC SUSCITÉ DES ÉCHANGES FRUCTUEUX ENTRE DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS DES TROIS PAYS SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD AMÉRICAIN (ALÉNA).

Le stage portait principalement sur les effets socio-politiques de la globalisation des marchés. Les enjeux sont gros et les délais plutôt courts puisque la mise en œuvre du projet d'intégration économique des Amériques, désigné sous l'acronyme ZLÉA – Zone de libre-échange des Amériques –, est prévue d'ici l'an 2005.

Il est déjà un cliché de dire que la mondialisation accentue la division du travail à l'échelle planétaire et entraîne avec elle une dépréciation générale des salaires et une exploitation accrue de la main-d'œuvre. Par ailleurs, la globalisation des marchés marginalise les institutions démocratiques et subordonne les projets nationaux aux intérêts privés. Au Mexique, par exemple, on voit se multiplier les zones franches de production où les entreprises sont exonérées de leur contribution sociale et souvent des règles reconnues en matière de travail. À Ciudad Juarez, la ville jumelle d'El Paso dans l'État du Texas – une de ces zones franches au nord du Mexique –, nous avons pu constater les effets dévastateurs de ces pratiques. Véritable ville-usine où travaillent dans des maquilas environ 250 000 personnes (surtout des femmes), les zones franches permettent aux entreprises de délocaliser leur production avec l'appui de l'État mexicain, là où la main-d'œuvre est la moins chère.

La globalisation des marchés n'est pas une panacée dans une perspective de développement social. Souvent les organisations syndicales et les groupes communautaires se trouvent emmurés dans les frontières nationales. Avec peu de moyens et un rapport de force insuffisant pour infléchir les décisions, ils ne participent pas à la définition des paramètres qui devraient encadrer les processus d'intégration en cours. Néanmoins, plusieurs organisations progressistes se mobilisent pour contrer les effets négatifs de la globalisation des marchés. Lors du Sommet parallèle de Santiago, par exemple, des représentantes et représentants de secteurs sociaux de 35 pays, dont le Québec, ont tenté de définir les encadrements à respecter dans un espace international plus ouvert.

La lutte face aux impacts de l'ALÉNA

Au Mexique, nous avons eu la chance de rencontrer des organisations très préoccupées par ces questions. Le principal partenaire du CISO, El Frente Auténtico del Trabajo (FAT), mise beaucoup sur ces liens internationaux pour discuter des enjeux émergeants de la globalisation. Par ces alliances, le FAT fait le pari que le mouvement populaire et syndical pourront s'entendre et se mobiliser autour d'enjeux communs, et proposer un nouveau contrat social qui dépasse les frontières nationales. Le FAT est membre du RMALC (Réseau mexicain d'action sur le libre-échange), une coalition importante qui analyse les effets de l'intégration, remet à l'ordre du jour les volets problématiques de l'application de l'ALÉNA et coordonne les actions de ses membres face au traité. Créé en 1991 lors des négociations de cet accord, ce réseau regroupe aujourd'hui une centaine d'organisations non gouvernementales et populaires en plus de bénéficier des services et de l'appui de plusieurs chercheurs et intellectuels progressistes. On voudrait renégocier les termes de l'Accord pour y inclure des clauses sociales, ou idéalement, le remplacer par un *Projet alternatif* qui bénéficie déjà de l'appui de plusieurs organisations non gouvernementales, syndicats, groupes sociaux, partis politiques, etc. Le RMALC, avec les années, est donc passé du statut d'opposition à celui de proposeur.

Nos défis

Aujourd'hui, le plus grand défi pour le mouvement populaire et syndical est d'amener les enjeux de la mondialisation sur la scène politique. La logique marchande dispose des décisions politiques, elle remplace le débat sur les projets de société, elle a priorité sur toute considération sociale. Il faut faire sortir du privé ce débat qui est définitivement public. Faire éclater l'unique logique marchande que sous-tend la globalisation, au profit d'un débat ouvert et éclairé sur les choix sociaux que nous avons à faire. Le développement d'un réseau d'alliances syndicales et populaires peut permettre l'inscription à l'ordre du jour des questions qui touchent nos choix de société. Cette lutte aura des échos autant dans l'hémisphère sud que dans celui du nord puisqu'il s'agit de briser une machine qui tente de transformer des citoyennes et citoyens en employés serviles.

JEAN MURDOCK

Red Mexicana de Acción Frente al Libre Comercio
5 años de lucha
(1991 - 1996)

RED MEXICANA DE ACCION FRENTE AL LIBRE COMERCIO. RMALC

[1] Centrale de l'Enseignement du Québec, Fédération Autonome du Collégial, Fédération des Infirmières et Infirmiers du Québec, Syndicat de la Fonction Publique du Québec, United Electrical, Radio and Machine Workers of America.

Profits sans frontière !

LORS DU STAGE, LES MEMBRES DU FAT NOUS ONT FAIT VISITER DES USINES DANS DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉS, SOIT LE TEXTILE, LA MÉTALLURGIE ET LES ASCENSEURS *OTIS*. DES RENCONTRES AVEC LES TRAVAILLEURS DE CES USINES ET LEURS REPRÉSENTANTS SYNDICAUX NOUS ONT PERMIS D'ÉCHANGER ET AINSI DE MIEUX COMPRENDRE LES EFFETS DE LA GLOBALISATION DES MARCHÉS SUR LES CONDITIONS ET LA RÉORGANISATION DU TRAVAIL.

L'industrie du ***textile***, depuis la crise mexicaine de 1995, traverse une situation difficile. Dans le cadre de la mondialisation, la compétition actuelle avec des pays comme la Chine menace le secteur et force sa restructuration. Des trois usines visitées, aucune n'est en voie de prospérité. La machinerie est souvent vétuste et peu performante, des sections entières de production sont carrément stoppées. Pour la plupart, ces usines fabriquent la matière première (fil, tissu) qui sera transformée dans une autre usine (T-shirts, poches de jeans). De plus en plus, elles produisent en sous-traitance pour des compagnies de confection, elles-mêmes en sous-traitance. Quant aux travailleurs, leur nombre est en décroissance, les négociations sont ardues et donnent peu de résultats.

À bien des égards, la visite de la ***Sealed Power Mexicana*** reflète l'évolution de l'industrie métallurgique. On y fabrique des anneaux de métal qui entrent dans la fabrication des pistons pour les moteurs d'automobile. Le piston en soi n'est pas très passionnant, mais ce qui l'est, par contre, c'est que cette entreprise s'insère aujourd'hui au sein d'une chaîne de production à l'échelle mondiale. En 1990, la direction a décidé de scinder son usine dans la ville de Mexico et de procéder à la finition de son produit au nord de Mexico, là où la main-d'oeuvre y est moins chère. Cette décentralisation facilite la production «just in time» et a entraîné une importante perte d'emplois dans la mégapole : de 350, ils sont passés à 125 travailleurs. Il est très rentable de produire au Mexique, car les salaires y sont moins élevés, l'évasion fiscale et le dédouanement sont possibles. Pour leur part, les travailleurs ont remarqué que depuis la signature de l'ALÉNA, il existe une plus grande compétition sur le marché, une recherche constante de la baisse des coûts de production, une introduction des normes de qualité imposées par les grosses compagnies comme *Ford*, *Chrysler*. Et quoi d'autre encore... ?

Qui ne connaît pas les ascenseurs ***Otis***? Cette visite fut celle où les règles de sécurité furent les plus sévères, avec de surcroît l'interdiction de prendre des photos! Sécurité ou contrôle ?!? On nous a longuement expliqué le grand tableau de l'entrée «Piensa en seguridad» («Pense à la sécurité»). Y sont présentées les statistiques sur les accidents de travail (peu nombreux), les indicateurs de la qualité et l'évolution des coûts de production. On nous a vanté la performance d'*Otis*, sa sécurité. Il se définit comme le «líder mundial» dans le domaine. Il ne peut en être autrement si l'on tient compte que l'organisation de sa production est mondialisée. Au Mexique, on fabrique la cage et la porte de l'ascenseur ; en Allemagne, le moteur ; au Japon, le système électronique, et ainsi de suite. La commercialisation est gérée depuis la maison-mère aux États-Unis qui s'assure que toutes les pièces soient livrées et assemblées directement chez l'acheteur, à Jonquière, par exemple. Dans le contexte mexicain, les travailleurs certes ont de bonnes conditions de travail, mais dans la mesure où le système de production est global, quel contrôle ont-ils réellement sur leur travail ?

Grâce à ces visites, nous avons eu l'occasion d'observer quelques effets de la mondialisation sur les entreprises. Mais surtout, nous avons pu établir un contact direct avec des travailleurs, connaître leurs préoccupations et commencer à comprendre le sens réel de la globalisation sur le quotidien des Mexicains. Tels sont les prérequis pour créer des liens de solidarité et construire des réseaux de communication afin de faire face aux transformations actuelles.

MARJOLAINE THÉBERGE

UNE PARTIE D'USINE DE TEXTILE À L'ABANDON, CONCURRENCE OBLIGE...

Dans les maquiladoras

Un travail... Mais quel travail !

IL Y A UN COIN DE PAYS AU MEXIQUE OÙ TRAVAILLER EST LOIN DE SIGNIFIER VALORISATION, ÉPANOUISSEMENT, CHEMINEMENT DE CARRIÈRE. CIUDAD JUAREZ EST UNE VILLE AU NORD DU MEXIQUE OÙ VIVENT UN PEU PLUS D'UN MILLION ET DEMI D'HABITANTS. VILLE FRONTALIÈRE AVEC EL PASO, JUAREZ, SANS CONTREDIT, PEUT ÊTRE QUALIFIÉE DE PARADIS FISCAL POUR LES GRANDES ENTREPRISES, MAIS LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS Y SONT EXPLOITÉ-E-S ET OPPRIMÉ-E-S. LES ENTREPRISES S'INSTALLENT DANS DES ZONES FRANCHES DANS LE BUT DE PRODUIRE À UN MOINDRE COÛT.

La mondialisation des marchés, la montée du néolibéralisme et la signature de l'ALÉNA entre le Canada, les États-Unis et le Mexique ont accéléré le processus de développement de ces zones franches. Dans une étude préparée pour la CISL, on définit une zone franche comme étant «un domaine industriel clairement délimité qui constitue une enclave de libre-commerce par rapport au régime douanier et commercial d'un pays et où des entreprises étrangères ou nationales, produisant principalement pour l'exportation, bénéficient d'un certain nombre d'incitants fiscaux et financiers»[1]. Ces usines sont communément appelées au Mexique des maquiladoras.

On compte à Ciudad Juarez une quinzaine de parcs industriels de maquilas qui embauchent, selon leur taille, entre 100 et 5 000 travailleuses et travailleurs, surtout des femmes, souvent des enfants de 14 ans et plus. Mentionnons, par exemple, que la compagnie *Thompson* possède quatre maquilas qui comptent 5 000 travailleuses et travailleurs chacune. *General Motors* pour sa part possède une centaine de maquilas, mais toutes ont pignon sur rue sous des bannières différentes (Delphi Automotive Systems, par exemple). Dans ces usines, qui ressemblent davantage à d'immenses garages ou entrepôts, on y fabrique entre autres de la fibre optique, des couettes de fils électriques pour les automobiles, des sacs de golf, des produits électroniques, des transformateurs, des vêtements.

Lorsqu'un entrepreneur mexicain ou étranger décide de transférer sa production dans une zone franche, il se voit offrir par le gouvernement Zedillo toute l'infrastructure nécessaire – eau, électricité, système routier – à des prix dérisoires. Par contre, les travailleuses et travailleurs, qui à toutes fins pratiques donnent leur force de travail, se retrouvent dans des quartiers dont la majorité n'ont pas d'eau, d'électricité, d'équipements sanitaires et encore moins de rues.

Lors d'une rencontre, des travailleuses et travailleurs de maquilas ont témoigné de leur vécu au travail: semaine de travail de 45 heures sur 5 jours; rémunération autour de 6,50 $CAN par jour; cadence de travail très rapide, gestes répétitifs et aliénants; peu ou pas de temps de repos; licenciements fréquents lors de grossesse; absence maladie autorisée seulement lors d'accident de travail (50 % du salaire); vacances payées dans certains cas, mais parfois à la condition de recruter d'autres travailleuses (minimum 5); augmentation des responsabilités sans compensation monétaire; réduction du salaire s'il y a une diminution dans la production; absence de mesures de santé et sécurité au travail; représailles pour avoir tenu des réunions de travailleurs; congédiement lors de tentative de syndicalisation... De plus, certaines entreprises exercent une emprise sur leurs employés en concédant des prêts dès l'embauche.

Un cercle vicieux

Aux dires d'une travailleuse, «la maquila, c'est en quelque sorte un cercle vicieux en forme de triangle : on est embauchée... on travaille... on travaille...»; et une autre participante de poursuivre : «la seule expérience que tu acquiers est de faire continuellement le même geste, qui peut parfois se limiter à placer un boulon ou encore à perforer un trou».

Malgré ces conditions de vie et de travail, les travailleuses et travailleurs des maquilas «n'ont d'autres choix que d'accepter ces emplois. C'est une question de survie!», nous ont-ils dit. Comme nous le mentionnait l'économiste Andrés Barreda lors d'une conférence, avec la montée du néolibéralisme et la mondialisation des marchés, «on voit un robot mondial qui se construit à l'échelle planétaire avec à sa tête le Nord, et au Sud les petits doigts qui collent et assemblent». Pour affronter ces nouvelles règles du jeu, l'ensemble des travailleuses et travailleurs devront opposer à ce géant **solidarité** et **action commune**.

DANIELLE COUTURE

[1] Dossier de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres), préparé par Jean-Paul Marthoz et Marcela Szymanski, *L'enfer des nouveaux paradis fiscaux, la répression antisyndicale dans les zones franches*, Bruxelles, CISL, 1996.

Intégration continentale et contre-réformes

AU MEXIQUE, AVEC L'INSTAURATION DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE, LES RÉFORMES SE SONT SUCCÉDÉES À UN RYTHME EFFARANT. ON Y A PRIVATISÉ ET DÉNATIONALISÉ DES INSTITUTIONS DU PATRIMOINE NATIONAL QUI AVAIENT LEURS RACINES DANS LA CONSTITUTION MÊME DU PAYS. AU NOM DU NÉOLIBÉRALISME ET DE LA MODERNISATION, LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE À DES ACQUIS HISTORIQUES IMPORTANTS. AU COURS DE NOTRE STAGE AU MEXIQUE, NOUS AVONS PU ÉTUDIER CERTAINES DE CES CONTRE-RÉFORMES, NOTAMMENT CELLES CONCERNANT LA LÉGISLATION DU TRAVAIL, L'ÉDUCATION ET LA SÉCURITÉ SOCIALE.

La législation du travail

Le Mexique, comme le Canada, est une fédération. Il y a un partage de juridiction entre les deux niveaux de gouvernement. En matière de législation du travail, les états et districts ont juridiction sur les entreprises privées à l'exception des entreprises nationales privées, et le fédéral a juridiction sur le reste.

Au moment de notre passage, la réforme du Code du travail fédéral constituait le débat de l'heure. Selon le président de l'Association Nationale des Avocats Démocratiques (ANAD), Oscar Algaza, la législation actuelle a pour principal atout la sécurité d'emploi. Le gouvernement et le patronat remettent en cause ce principe et réclament une plus grande flexibilité du travail et de la main-d'œuvre. Pour Me Algaza, «cette recherche de flexibilité est liée à une stratégie internationale du FMI et de la Banque mondiale. Un vent de réformes des lois du travail a soufflé sur les pays d'Amérique latine et se trouve maintenant aux portes du Mexique. Ces réformes sont insufflées par les grands intérêts capitalistes et transnationaux».

Pour le FAT, le projet de réforme cherche à créer les conditions légales favorisant la flexibilité du travail selon le concept patronal traditionnel : assurer aux employeurs le pouvoir exclusif sur l'organisation du travail, échapper à leurs engagements au chapitre de la sécurité d'emploi et de la sécurité sociale, assujettir les syndicats et restreindre leur action, particulièrement le droit de grève.

La réforme de l'éducation

En 1992, le gouvernement a procédé à une réforme de l'éducation. Le Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation (SNTE) a souscrit à cet accord de modernisation de l'éducation. Par là, le fédéral transférait aux municipalités ses infrastructures scolaires, une bonne partie de ses pouvoirs touchant les questions éducatives et celles des relations de travail. Pour le syndicat, cet accord s'inscrivait dans un processus de rapprochement avec la société. Des instances de participation ont d'ailleurs été créées pour favoriser cette nouvelle relation. Néanmoins, la décentralisation provoque l'émergence de projets éducatifs différents d'un endroit à l'autre. L'un des enjeux syndicaux importants consiste donc à préserver une responsabilité nationale en matière d'éducation afin d'assurer à toutes et à tous le maintien du droit à une éducation de qualité.

La réforme de la sécurité sociale

Le régime de sécurité sociale mexicain recouvre différents champs : accidents du travail, maladie et maternité, invalidité et décès, garderies et prestations sociales. Chacun de ces champs dispose de son fonds d'assurance et jusqu'en 1992, tous ces fonds étaient administrés par l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS). Depuis, la tendance est à la prise en charge par le privé. En 1992, on a réformé le système d'épargne de la retraite; en 1995, on a modifié complètement la loi pour confier l'administration de ces fonds au secteur privé et en 1997, on a mis sur pied un système de retraite assumé par le privé. Avec cette privatisation du régime de retraite, on est passé d'un régime collectif et solidaire à un régime individualisé où le travailleur ne retire plus une rente déterminée selon la loi, mais une rente établie selon sa contribution individuelle. Pour le Syndicat National des Travailleurs de la Sécurité Sociale (SNTSS), ce type de réforme répond aux impératifs dictés par les institutions financières internationales dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Les services de santé sont menacés par le même processus. On veut les assujettir à un système de contributions individuelles. Ce projet de privatisation, freinée par le mouvement syndical en 1995, se réactive actuellement. Le gouvernement se défend de vouloir privatiser – il avait dit la même chose concernant les pensions –, et le secteur privé revendique le transfert des services médicaux à toute entreprise qui le souhaiterait. Il prétend dispenser les services de santé à même les capitaux issus de la privatisation des fonds de pension.

Un dicton mexicain nous semble ici fort approprié: «Qui voit son voisin se faire raser est mieux de se préparer.»

GABRIEL MARCHAND

Des transformations économiques, des réponses sociales

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 1980, LE MEXIQUE SUBIT LA MÉDECINE NÉOLIBÉRALE. UN DES REMÈDES MIRACLE EST LA LUTTE SANS MERCI AU DÉFICIT ET LA RÉDUCTION DRACONIENNE DES BUDGETS DE L'ÉTAT, PARTICULIÈREMENT EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE. LA SIMILITUDE DES MESURES ADOPTÉES PAR LES TROIS PAYS SIGNATAIRES DE L'ALÉNA PEUT EN ÉTONNER PLUSIEURS : PRIVATISATIONS MASSIVES, DÉRÉGLEMENTATION GÉNÉRALE, OUVERTURE DES FRONTIÈRES AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS, RÉFORME DES NORMES DU TRAVAIL, RÉFORME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DE LA SANTÉ, ETC.

Un traité aux conséquences désastreuses

Les impacts de ces mesures se sont peut-être fait sentir plus durement au Mexique. Depuis la grande révolution de 1910, le Mexique connaissait un régime socialisant de type corporatiste dans lequel l'État représentait l'acteur central de la dynamique sociale. Aussi, l'application de mesures néolibérales a constitué un véritable électrochoc pour la société mexicaine. L'ALÉNA, signé le 17 décembre 1992 et entré en vigueur le premier janvier 1994, s'inscrit dans cette logique et accentuera l'accroissement des inégalités et la subordination de l'économie mexicaine aux intérêts étrangers. Pour les défenseurs de l'Accord, il fallait éliminer les obstacles au libre-commerce, créant ainsi une situation de croissance créatrice d'emplois et d'augmentation de la richesse. Qu'en est-il au juste ? Selon le RMALC, le bilan des dernières années est plutôt sombre: tout d'abord, la croissance du Mexique est tombée de 3,5 % depuis 1982. De plus, même si les exportations ont augmenté, elle ont créé 15 % moins d'emplois. Pis encore, dans le secteur des exportations, le contenu mexicain des produits manufacturés est passé de 92 % en 1982 à 35 % en 1997. Selon Lori Wallach, le Département américain de l'emploi évalue à 126 000 le nombre d'emplois perdus aux États-Unis, dans 800 entreprises qui sont directement liées à l'application de l'ALÉNA.

En dépit des promesses des promoteurs de l'ALÉNA, ce traité n'a pas amélioré généralement les conditions de vie des travailleuses et des travailleurs mexicains. Au contraire, l'élargissement des zones de libre-échange et la globalisation des marchés exercent une pression encore plus grande sur la main-d'œuvre. En dollars américains, le coût horaire moyen de la main-d'œuvre est de 31 $ en Allemagne, 25 $ au Japon, 7 $ aux États-Unis, 5 $ en Corée du Sud, 1 $ au Mexique, et en Chine de 0,25 $ pour un bassin de 800 millions de travailleuses et travailleurs. La travailleuse et le travailleur mexicains se retrouvent donc directement en compétition avec le bassin de main-d'œuvre asiatique.

> «Les marchés peuvent choisir leurs pauvres dans des circuits élargis ; le catalogue s'enrichit, car il y existe désormais des pauvres pauvres et des pauvres riches. Et il en existe – on en découvre toujours – d'encore plus pauvres, moins difficiles, moins exigeants. Pas exigeants du tout. Des soldes fantastiques. Des promotions partout. Le travail est pour rien si l'on sait voyager. Autre avantage : le choix de ces pauvres-là, de ces pauvres pauvres, appauvrit les pauvres riches qui, devenus plus pauvres, proches des pauvres pauvres, seront à leur tour moins exigeants. La belle époque!»[1]

La société mexicaine vit une période de profonde mutation. Elle encaisse les effets secondaires de cette médecine néo-libérale. Partout, des hommes et des femmes s'organisent, inventent des solutions, et tentent de s'en sortir. En ce sens, ce remue-ménage a ouvert certaines brèches dans la centralisation de la dynamique sociale mexicaine. L'émergence de ces espaces laissent entrevoir la lente construction d'une opposition institutionnelle et sociale. Lors de notre séjour, nous avons pu aussi constater la détermination de certains acteurs politiques à participer et à recréer des solidarités perdues.

Dans cet esprit nous avons découvert des projets alternatifs de développement local et sectoriel. Mentionnons, entre autres, le travail de la *Fondation pour l'éducation des travailleurs et la recherche philosophique et pédagogique* avec la population du petit village de Xico et celui du FAT dans l'usine coopérative de verre, *Unión Provisa*. Nous avons aussi rencontré le RMALC qui est résolu à mener la lutte au néolibéralisme sur le plan politique. Les comptes-rendus de ce stage sont une invitation à se prendre en main et surtout à resserrer les liens qui nous unissent.

JEAN MURDOCK

[1] Viviane Forester, *L'horreur économique*, Fayard, 1996, p.145.

MEMBRES DU CETLAC, CENTRE DE FORMATION OUVRIÈRE DANS LES MAQUILADORAS DE LA FRONTIÈRE NORD DU MEXIQUE.

XICO se prend en main

XICO, vous dites ?
Xico est un village de 3 500 personnes, situé dans la vallée de Chalco au sud-est de la ville de Mexico. Sa population est constituée d'exclus de la grande ville qui se sont installés sur un terrain vague il y a plus de 15 ans. Des femmes ont pris l'initiative de développer leur communauté avec l'aide d'une fondation. L'an dernier, des stagiaires du CISO, notamment Michel Sawyer et Gérard Viaud, ont réalisé une collecte de fonds pour aider à la construction d'une bibliothèque. Ce geste de solidarité fut grandement apprécié.

«Pis, ton village ?» est la première et plus fréquente question qui me fut posée depuis mon retour. «Mon» village se nomme Xico. Si ça vous semble familier, c'est sans doute parce que vous avez encore en mémoire l'importante levée de fonds entreprise au printemps dernier qui nous a permis de remettre 6 000 $CAN à la communauté afin d'ériger une bibliothèque-centre communautaire.

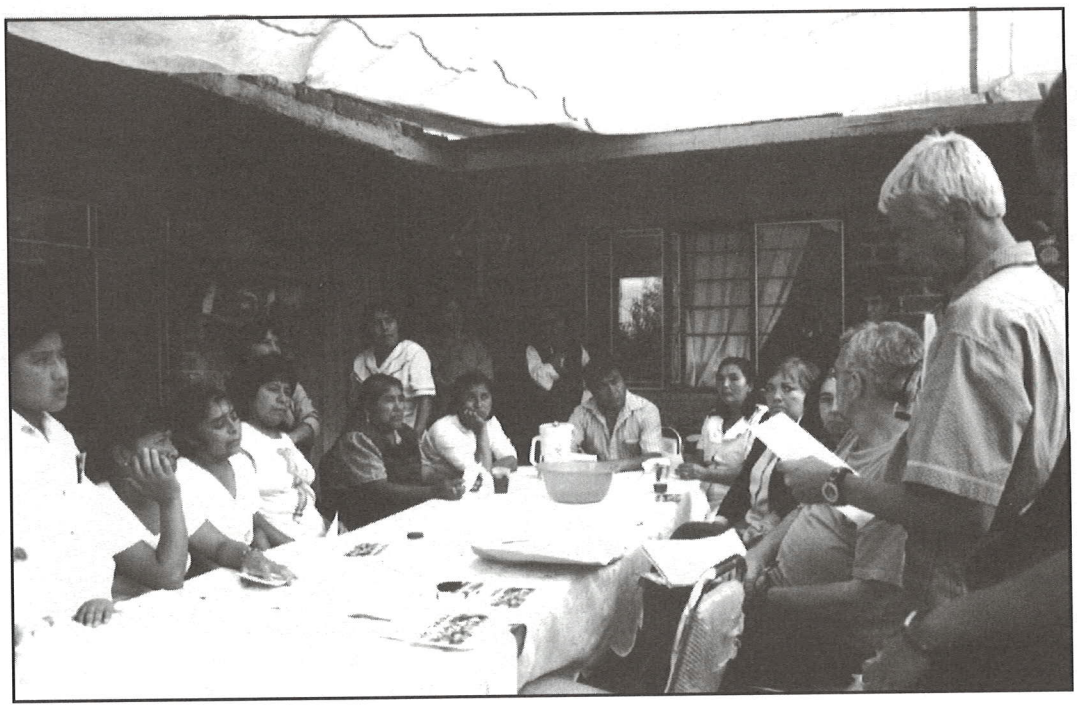
Mais attention ! La communauté ne reste pas assise sur ses lauriers en attendant les dons : construction d'une église, d'une école, de rues. À cela s'ajoutent des démarches ardues pour l'obtention du terrain pour la bibliothèque : intimidations du PRI envers le maire (membre du parti de l'opposition) lorsque celui-ci réclame sa juste part du budget de développement de la vallée de Chalco. Aux difficultés économiques s'ajoutent donc les pièges politiques et autres leurres des campagnes électorales.

Lors de notre visite, nous avons pu parcourir le terrain convoité, situé dans la zone scolaire. Au projet initial s'est greffé un projet de construction de toilettes écologiques, d'un caveau à légumes ainsi que, si l'espace le permet, un système de traitement des eaux. De surcroît, les toits des édifices devraient être conçus de façon à recueillir l'eau de pluie et à l'acheminer vers un réservoir de forme ovoïdale, couvert et hors de terre. Le site se veut un exemple pour la communauté. Adopter l'environnement et s'y adapter est leur devise.

On se régale d'un solide «mole poblano» concocté par nos hôtesses, puis, après les présentations d'usage, nous remettons le chèque. Ce moment lourd de signification fut fort émouvant. Nous savions qu'à une étape du processus d'élaboration du projet, devant les changements au sein des responsables et la lenteur des démarches, le découragement était présent. À première vue, rien ne se passait. À la suite d'une réunion, la communauté a reconfirmé son adhésion au projet et s'est engagée à le poursuivre : le besoin est bien réel. Notre appui vient donc consolider leur démarche. C'est plus qu'un chèque qui a été transmis, c'est une parcelle de motivation.

Xico ? Une contribution pécuniaire, soit! Mais surtout c'est le fruit d'une mobilisation et d'une solidarité réconfortantes qui touchent d'abord l'être humain. C'est par ailleurs un enseignement : s'opposer à la globalisation et combattre les injustices de ce modèle de développement, c'est aussi développer des initiatives de changement dans les espaces communautaires locaux.

ISABELLE COMTOIS



UN STAGIAIRE, DENIS TURCOTTE, S'ADRESSE AUX MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DE XICO.

Une garderie... un projet populaire

AU NORD DU MEXIQUE, À LA FRONTIÈRE D'EL PASO AUX ÉTATS-UNIS, LA COLONIE OUEST DE CIUDAD JUAREZ EST TRÈS MARGINALISÉE. CELLE-CI N'AYANT PAS CONNU LE DÉVELOPPEMENT ANTICIPÉ, AU FIL DU TEMPS, UN IMPORTANT RETARD S'EST INSTALLÉ PAR RAPPORT AU RESTE DE LA VILLE.

Aussi, les Organisations Populaires Indépendantes (OPI) ont mis sur pied un projet qui avait l'ambition d'organiser et de conscientiser la communauté. Comme on voulait accorder la priorité aux femmes de la colonie et aussi voir au soutien de leur famille, on a développé un projet de garderie.

La garderie participative des OPI fut fondée en 1995 grâce au financement de l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS). Il va sans dire que la collaboration des OPI était essentielle au financement de la garderie car l'Institut ne voyait aucun intérêt à développer l'ouest de la ville. Les OPI devaient absolument promouvoir et soutenir le projet. Ce qu'ils firent.

Le service de garde est offert gratuitement aux parents, la garderie reçoit une subvention de la part de l'IMSS pour chaque enfant qui y est inscrit. Mais comme c'est souvent le cas, cela ne suffit pas au fonctionnement des services. Les éducatrices doivent donc imaginer et mettre de l'avant diverses activités afin de compléter le financement du projet.

La garderie peut recevoir un maximum de 96 enfants, âgés de trois mois à quatre ans. Les ratios varient selon l'âge : de six à huit enfants pour une éducatrice. Elle travaille huit heures par jour, cinq jours par semaine, pour un salaire hebdomadaire de 390 pesos (65 $CAN). En plus d'une formation spécifique, un programme pédagogique lui est imposé et régulièrement les inspecteurs de l'IMSS viennent contrôler.

À première vue, la garderie participative des OPI est une garderie comme on les voit au Québec. On y observe des murs colorés, frais peints, beaucoup de jouets neufs, des salles de jeux immenses, une propreté impeccable partout, une cour bien aménagée, de la nourriture en quantité. Bref... tout pour susciter l'envie.

Alors, dites-moi, comment ces mères arrivent-elles à accepter une telle dissemblance ? Comment font-elles, le soir, pour retourner vivre dans leurs petites maisons de carton ? Comment font-elles ?

Elles le font car elles ont compris. Elles ont compris que, lorsqu'elles travaillent, les enfants ne traînent plus dans les rues, qu'ils sont en sécurité et qu'ils s'amusent tout en apprenant. En fait, elles ont compris que le projet de garderie va permettre d'améliorer la qualité de vie de leurs enfants et par le fait même celle de leur communauté.

Cette garderie... un engagement qui génère un processus d'organisation communautaire et démontre que même dans la pauvreté, lorsqu'on se regroupe, le succès est à notre portée.

JULIE DUCHARME

Le FAT, une petite organisation, mais quel impact !

CRÉÉ EN 1960, LE FRENTE AUTÉNTICO DEL TRABAJO (FAT) EST UNE ORGANISATION NATIONALE, AUTONOME ET DÉMOCRATIQUE. IL SE PORTE À LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA CLASSE OUVRIÈRE POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL.

Pour cela, il propose un processus de transformation de la société mexicaine en vue d'une démocratie véritable et d'un socialisme autogestionnaire. Cette organisation syndicale est en marge de la pyramide institutionnelle puisqu'elle est tout à fait indépendante des partis politiques et des syndicats officiels appuyés par le parti au pouvoir depuis plus de 70 ans, le PRI. Par contre, on constate une certaine participation individuelle des dirigeants et des membres du FAT à un parti d'opposition, le PRD (Parti Révolutionnaire Démocratique).

Lors de notre séjour, nous avons pu constater les nombreuses initiatives où le FAT collabore activement aux actions locales menées par la population travailleuse et par les communautés (création de cuisines communautaires, aide aux jeunes démunis, ...).

Même si le FAT est un petite organisation syndicale et dispose de peu de ressources financières, il est présent dans la majorité des états du Mexique. Il représente une force politique importante sur l'échiquier syndical mexicain. Les liens qui se développent entre le FAT et des organisations syndicales québécoises, canadiennes et américaines sont essentiels en ce sens qu'ils permettront de créer une véritable solidarité entre les travailleuse-eur-s des trois pays pour mieux contrer les effets néfastes de l'ALÉNA et de la mondialisation.

SOPHIE FONTAINE

Le FAT : différentes stratégies

- Construire une organisation indépendante, démocratique et autogérée à partir des militants de la base c'est-à-dire les travailleurs, les ouvriers, les coopératives de travail et les paysans;
- Promouvoir la solidarité par des alliances avec les organisations sociales et politiques afin d'arriver à une lutte unifiée au plan national et international;
- Défendre les droits constitutionnels;
- Améliorer les conditions de vie des travailleurs des villes et des campagnes;
- Impliquer les travailleurs dans la réorganisation économique du pays;
- Créer des liens avec les femmes;
- Systématiser les analyses de la réalité économique, sociale et politique.

FAT

FRENTE AUTENTICO DEL TRABAJO
MEXICO

Le CETLAC, un pavé dans les maquilas

AVEC LA SIGNATURE DU TRAITÉ DU LIBRE-ÉCHANGE, LE FAT S'EST QUESTIONNÉ SUR LES STRATÉGIES ET LES NOUVELLES ALLIANCES À DÉVELOPPER. IL LUI EST APPARU ESSENTIEL D'INVESTIR DAVANTAGE DANS LA ZONE FRONTALIÈRE OÙ LES MAQUILADORAS POUSSAIENT COMME DES CHAMPIGNONS ET OÙ LES TRAVAILLEUSE-EUR-S VOYAIENT LEURS DROITS, POURTANT RECONNUS DANS LA CONSTITUTION MEXICAINE, BAFOUÉS PAR LES ENTREPRISES.

La première cible du FAT : la syndicalisation des travailleuse-eur-s de la *General Electric*. Cette campagne s'est rapidement transformée en conflit ouvert, congédiement des organisateurs syndicaux, campagne de salissage du FAT, offre de promotion aux sympathisants de l'entreprise. Il a donc revu sa stratégie en misant sur un travail d'information, de formation et de soutien lors de litiges ou conflits de travail. C'est ainsi que le centre d'étude et d'ateliers sur le travail (CETLAC), parrainé par le FAT, a vu le jour.

Le CETLAC existe depuis deux ans. Il a entre autres objectifs d'aider des travailleuse-eur-s des maquilas à connaître, à faire valoir et à défendre leurs droits et leurs revendications. Le centre offre gratuitement un soutien juridique lorsque le litige doit être porté devant le tribunal du travail. Le CETLAC doit faire beaucoup avec peu de moyens. Il a donc su développer des collaborations et des solidarités avec des universités, des organisations syndicales américaines et québécoises.

Bien qu'un des objectifs principaux du centre soit de faire de l'organisation syndicale, il a aussi la préoccupation d'intervenir dans des espaces plus larges ; de prendre la parole lors de la réforme de la loi du travail ; de recevoir des groupes de stagiaires et de dénoncer à l'étranger l'exploitation que subissent les travailleuse-eur-s des maquilas. Le CETLAC est un outil essentiel pour les travailleuse-eur-s puisqu'il intervient dans leur milieu de travail, où l'employeur est sur ses gardes, mais également dans leur milieu de vie. En effet, il est plus facile pour les organisateurs du CETLAC de rejoindre, d'échanger et d'informer les travailleuse-eur-s dans les quartiers où ils résident plutôt qu'à l'usine.

DANIELLE COUTURE

L'autogestion, une solution?

LE MEXIQUE, POUR SE CONFORMER À LA MONDIALISATION, SE SOUMET À LA DÉRÉGLEMENTATION DES ÉCHANGES ET DES INVESTISSEMENTS. *UNIÓN PROVISA*, RARE USINE EN AMÉRIQUE APPARTENANT ENTIÈREMENT À SES TRAVAILLEURS, DÉVELOPPE DES STRATÉGIES POUR SURVIVRE DANS CE NOUVEL ENVIRONNEMENT.

Unión Provisa, située dans la banlieue de Mexico, produit du verre de deuxième classe pour usage domestique. Les 111 personnes qui y travaillent en sont propriétaires à parts égales. Aucune ne peut posséder plus d'un pour cent des actions, indépendamment du poste qu'elle occupe dans l'entreprise. Au début des années 1980, après de sérieux problèmes financiers, les actifs de l'entreprise avaient été cédés aux travailleurs en paiement de salaires non versés. Depuis 1984, ils ont pris en charge la production. La situation financière de l'entreprise est excellente malgré les difficultés éprouvées de 1988 à 1995 considérant l'augmentation du prix du gaz naturel, combustible utilisé pour la production du verre. Mais qu'en est-il des conditions de travail et des salaires?

À *Unión Provisa*, la production est assurée par du personnel masculin exclusivement. Les ouvriers travaillent neuf heures par jour, une pause d'une heure, pour un salaire moyen d'environ 24 $CAN, soit trois fois le salaire minimum mexicain. Selon Gustavo Velásquez, gérant de l'usine, l'entreprise paie les meilleurs salaires au Mexique dans cette branche de l'industrie. De plus, la verrerie distribue chaque mois un panier de provisions à ses employés, paie les deux tiers de la cotisation à leur fonds de retraite et assume les frais d'un plan de formation très complet. Cette dernière mesure, très importante pour l'entreprise, est au cœur de sa philosophie de gestion. En effet, 70 % des travailleurs participent au programme de formation.

Effet de la libération des marchés

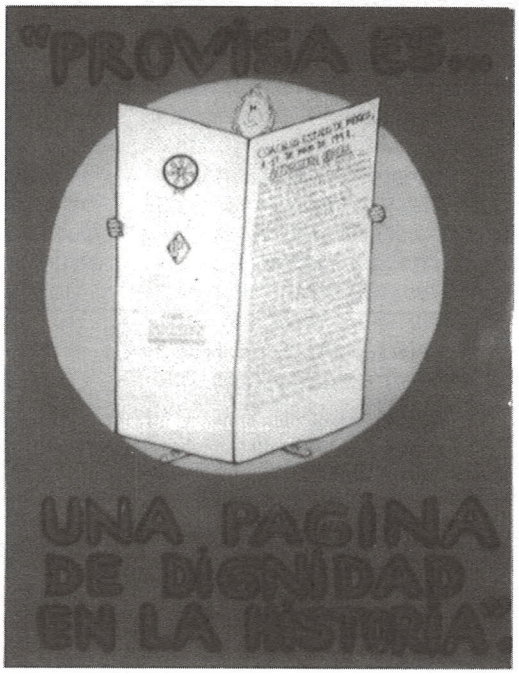
Depuis le début du siècle, il n'existait qu'une entreprise mexicaine importante de production de verre, *Monterrey*, qui occupe aujourd'hui le quatrième rang au monde. Il y a 15 ans, *Provisa* ne détenait que trois pour cent du marché intérieur. *Monterrey* était en situation de monopole et pouvait fixer unilatéralement les prix. Au Mexique, le prix s'est toujours maintenu à un niveau plus élevé que le prix mondial: 500 $US la tonne, contre 300 $US aux États-Unis. L'an dernier, une multinationale française, la *Saint-Gobain*, première au monde pour la production de verre plat, s'installait au Mexique et cassait le monopole. Cela aura un impact certain sur le commerce du verre au Mexique. Déjà, en 1997, le prix du verre n'a augmenté que de la moitié du taux d'inflation. Il rejoindra inévitablement le prix international. Dans le domaine du verre, il n'y a pas de compétition de marque, seuls la qualité et le prix déterminent l'acheteur. Quoique *Provisa* produise du verre de deuxième catégorie, destiné principalement aux secteurs populaires, l'entreprise se doit de réduire ses coûts de production afin de suivre la tendance des prix du marché.

Unión Provisa doit réagir et rapidement, car, déjà, le compétiteur *Saint-Gobain* n'utilise que 300 m^3 de gaz naturel pour produire une tonne de verre, 40 pour cent de moins que *Provisa*, grâce à une technologie où le verre est étiré à l'horizontal à la sortie du four. *Provisa* doit donc moderniser son procédé de production, et c'est pourquoi elle veut remplacer complètement ses machines, dès l'an prochain. Sa technologie date du dix-neuvième siècle; il n'y a que cinq usines au monde qui l'utilisent encore. Le projet à financer dépasse les 4,5 millions $US. C'est un défi énorme pour une petite usine autogérée comme *Unión Provisa*, mais ces améliorations technologiques semblent la seule solution qui permette de sauver l'entreprise et les emplois.

L'entreprise est sur la corde raide. Le gérant avouait ne pas savoir s'ils vont réussir à s'en sortir. «L'enjeu, c'est la survie !», disait-il.

JEAN YERGEAU

UNION PROVISA



«PROVISA EST UNE PAGE DE DIGNITÉ DANS L'HISTOIRE»

La UNT, une alternative syndicale pleine d'espoir

LE MONDE SYNDICAL MEXICAIN TRAVERSE ACTUELLEMENT UNE PÉRIODE DE PROFONDE MUTATION. L'HÉGÉMONIE DU SYNDICALISME OFFICIEL, *SYNDICALISME D'ÉTAT* CRÉÉ PAR LE PARTI AU POUVOIR DEPUIS 70 ANS, SEMBLE TIRER À SA FIN. NOMBRE DE SYNDICATS SE DISTANCIENT DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE INSTITUTIONNEL (PRI) ET PROGRESSIVEMENT S'UNISSENT À DES ORGANISATIONS SYNDICALES INDÉPENDANTES AU SEIN DE L'UNION NATIONALE DES TRAVAILLEURS (UNT), NOUVELLE CENTRALE CRÉÉE EN NOVEMBRE 1997.

Pour un syndicalisme indépendant

Un syndicalisme qui lutte pour son autonomie face à la classe politique a toujours existé au Mexique. Mais depuis environ deux ans, le syndicalisme indépendant connaît une croissance notable. Cela s'explique entre autres par l'insatisfaction croissante de certains dirigeants du syndicalisme officiel face aux politiques du gouvernement, et par leur incapacité de démocratiser les structures syndicales du Congrès du Travail (instance suprême qui regroupe tous les syndicats officiels) à partir de l'intérieur. Telle fut l'expérience de Francisco Hernández Juárez, dirigeant depuis 21 ans du syndicat des télécommunications, qui devant cette impasse s'est joint d'abord au *Forum du syndicalisme face à la Nation*, et sur les bases de cette coalition, a contribué à la création de la UNT, qu'il co-préside. D'ailleurs, certains voient en lui le substitut du leader historique (et corrompu) du mouvement ouvrier mexicain, Fidel Velázquez, décédé l'année dernière à l'âge de 96 ans.

La UNT représente une alternative syndicale intéressante. Elle regroupe aujourd'hui plus de 250 syndicats totalisant plus de 1,5 millions de travailleuses et travailleurs (données de janvier 1998). La mission de la UNT est claire. Lutter contre le corporatisme obligatoire qui prévaut encore au pays et qui s'est avéré néfaste pour les droits des travailleuse-eur-s. Pour ce faire, elle cherche à construire une organisation différente qui fait de la démocratie son principe suprême. C'est pourquoi l'élection des dirigeants se fait par vote direct et secret, contrairement à certains syndicats officiels où l'on élit les représentants de vive voix.

Par ailleurs, il est hors de question que la centrale se lie à un parti politique. Autonomie et indépendance sont les mots d'ordre, et c'est d'ailleurs pourquoi la UNT refuse de se doter d'un statut juridique. De l'avis de ses membres, demander à l'État de les reconnaître légalement c'est tomber dans le piège de la cooptation. La centrale cherche aussi à élaborer un modèle de développement alternatif qui fasse de la justice sociale son axe central. En ce sens, il tente de créer une convergence des forces sociales pour contrer les politiques du gouvernement, entre autres celle de la privatisation. À ce sujet, il est important d'observer qu'outre les organisations indépendantes, la majorité des organisations dissidentes du syndicalisme officiel proviennent justement du secteur public (santé, éducation supérieure, télécommunications, etc.)

Le FAT et la UNT

Pour l'instant, notre partenaire FAT reste prudent à l'égard de cette initiative, à laquelle, il faut le dire, il a participé activement par l'entremise de ses syndicats membres. Il soutient que la UNT n'en est encore qu'aux premiers balbutiements d'un mouvement qui pourrait être important, et qu'il n'est pas clair si les grandes organisations dissidentes provenant du syndicalisme officiel soient prêtes à effectuer un virage réel. Certains dirigeants pourraient être tenter de profiter de la centrale pour parvenir à leurs fins, surtout freiner la privatisation, et quitter le mouvement par la suite. D'autres pourraient renouer avec le PRI. Néanmoins, la nouvelle centrale dérange, et ça ne peut être que bénéfique pour les forces sociales du changement. On observe, d'ailleurs, que le syndicat traditionnel commence à se restructurer, surtout pour éviter de perdre plus de membres.

En conclusion, le FAT observe de près le fonctionnement de la nouvelle centrale et s'assure qu'elle est effectivement démocratique et de structure horizontale. Il lui est impossible d'en faire partie, car le FAT lui-même s'est refusé à obtenir un statut légal. Cependant, ses membres participent de façon constante aux différentes commissions de travail créées au sein de l'organisation. Seule l'histoire nous dira si la UNT constituera un acteur de changement sur l'échiquier mexicain.

SOPHIE FONTAINE
PIERRE-YVES SERINET

UNT ÚNETE

UNION NACIONAL TRABAJADORES

«UNISSONS-NOUS»

Les Mexicaines, premières victimes de la mondialisation mais grandes porteuses du changement

LORSQU'ON OBSERVE LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES AU MEXIQUE, DEUX QUESTIONS NOUS VIENNENT SPONTANÉMENT À L'ESPRIT : QUELS SONT LES EFFETS DE LA MONDIALISATION SUR LEUR TRAVAIL, ET QUELLES INITIATIVES PRENNENT-ELLES POUR AMÉLIORER LEUR QUALITÉ DE VIE ET CELLE DE LEUR FAMILLE ?

Les effets de la libéralisation du marché

Au Mexique, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail est relativement récente. Plus que le reflet d'une quête d'autonomie par rapport à l'homme, elle a été le résultat direct de l'émergence d'une nouvelle division internationale du travail, entre autres suite au transfert de la production intensive en main-d'œuvre des pays industrialisés vers le «Tiers-Monde». Les multinationales sont au cœur de ce mouvement, avides de trouver des travailleuse-eur-s à bon marché et dociles. Dans un contexte où la pauvreté prédomine et où les familles ont peine à satisfaire leurs besoins essentiels de logement, de nourriture et de vêtements, le travail féminin est devenu partie intégrante de la stratégie familiale pour obtenir des revenus.

Les femmes sont très présentes dans le secteur informel de l'économie qui, il faut se le dire, constitue les fondations même de l'économie de marché officielle. Ce type de travail permet à la femme de combiner plus aisément responsabilités domestiques et occupation rémunérée. Et puis, l'industrie s'est mise à accueillir de plus en plus de femmes. Outre les secteurs dits traditionnels comme le textile, les femmes sont aujourd'hui majoritaires dans l'industrie électrique et électronique, métallurgique, chimique et autres. En particulier, leur présence est notable dans les usines exportatrices (les maquiladoras) situées dans les zones franches. Mais dans tous les cas, les conditions de travail sont déplorables : pas ou peu de protection sociale, des salaires médiocres, un patron souvent invisible, car elles sont engagées par un sous-traitant qui fait affaire avec le sous-traitant d'un sous-traitant.

Une conséquence directe de cette insertion de la femme sur le marché du travail est la journée double, voire même triple : le travail domestique (éducation des enfants, tâches ménagères), dont l'apport au système productif est sous-estimé par les statistiques ; le travail rémunéré, dans de viles conditions ; et souvent le travail communautaire et social, à l'école de la colonia (quartier populaire), dans les garderies communautaires, ou dans le syndicat, par exemple.

Plusieurs employeurs expliquent la croissance du travail féminin par les supposées habiletés des femmes : loyauté envers l'entreprise, travail manuel plus précis que celui des hommes (les fameux «doigts agiles»), capacité d'être assises pendant de longues périodes ; discipline, patience et aptitudes à obéir aux ordres ; peu revendicatrices par rapport aux conditions de travail et aux salaires, etc.

Par ailleurs, dans la société mexicaine, les femmes assument fréquemment le rôle de chef de famille et sont aussi souvent monoparentales. Dans les maquiladoras, les possibilités de promotion pour les femmes et leur chance d'acquérir une meilleure formation sont moindres que pour les hommes. Mais dans l'éventualité d'une privatisation du système de santé, exemple type de politique néolibérale, ce sont encore les femmes qui devront trouver les moyens d'assurer la santé de leur famille. C'est ce qui fait affirmer à certains que, outre la discrimination entre les sexes, le «développement» orchestré en fonction du marché n'affecte pas de la même façon la Femme et l'Homme.

Des initiatives de changement

Si, dans le travail, les femmes ne construisent pas pleinement leur autonomie, il en va autrement lorsqu'il s'agit d'action sociale locale. Récupérant les valeurs communautaires, les femmes sont les plaques tournantes du développement au sein de leur communauté (syndicats, garderies, coopératives, etc.).

Mais leurs stratégies ont aussi une envergure nationale. Au sein du FAT lors du Congrès de 1997, les membres ont décidé d'adopter une approche intégrale à la problématique de la femme. Au lieu de créer un nouveau secteur femme, aux côtés des secteurs syndical, coopératif, rural et urbain populaire, ils ont choisi d'intégrer la perspective femme au sein de chacun de ces secteurs, Cela démontre bien que leurs problèmes ne sont pas isolés et qu'elles sont un pilier incontournable du changement. De plus, elles nous ont souligné que lutter pour l'avancement de la cause des femmes, c'est combattre aux côtés des hommes, et non contre eux.

Outre les rassemblements nationaux qu'elles organisent, les Mexicaines sont conscientes de la nécessité de développer les liens internationaux, puisque plusieurs des effets de la restructuration de l'économie mondiale affectent d'une façon similaires les femmes du Nord et du Sud. Les règles du jeu ont changé pour tout le monde, partout la pauvreté gagne du terrain. Il est donc devenu primordial que les Mexicaines «traversent les frontières», et elles le feront en participant à la Marche mondiale des femmes de l'an 2000.

JOANNE PRÉMONT
PIERRE-YVES SERINET

Coordinación Nacional de Mujeres del FAT

Conjuguer les forces

FACE À L'HÉGÉMONIE CROISSANTE D'UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT FONDÉ SUR L'OUVERTURE DU MARCHÉ, FACE À L'INTÉGRATION CONTINENTALE QUI ACTUELLEMENT CONSTITUE SON MÉCANISME PRIVILÉGIÉ, IL Y A LIEU DE PENSER STRATÉGIE DEPUIS UNE PERSPECTIVE SYNDICALE ET POPULAIRE. RÉFLEXION, ORGANISATION ET ACTION SONT LES MOTS D'ORDRE, ET PLUSIEURS ORGANISATIONS MEXICAINES QUE NOUS AVONS RENCONTRÉES LES CLAMENT HAUT ET FORT.

Le RMALC fait une critique très sévère des effets de l'ALÉNA. Ses chercheurs sont bien ancrés dans la réalité mexicaine (groupes syndicaux, communautaires, de femmes...) et depuis quatre ans il en effectue le bilan annuel. Le quatrième sera d'ailleurs déposé prochainement à la Chambre des députés et au Sénat du Mexique. Le RMALC a adopté une approche de proposition plutôt que d'opposition radicale au traité. Présent de façon constante à chaque étape de la négociation de l'accord, il a tenté d'en influencer le contenu. Il propose aujourd'hui de renégocier le traité sur la base d'un projet social alternatif, lequel est repris par l'Union Nationale des Travailleurs (UNT). Mais sa stratégie ne se limite pas uniquement à la réflexion. Il met de l'avant des actions qui visent à mobiliser, à créer dans la société civile mexicaine une réappropriation des espaces démocratiques. C'est d'ailleurs le sens de son appel à un référendum sur l'ALÉNA.

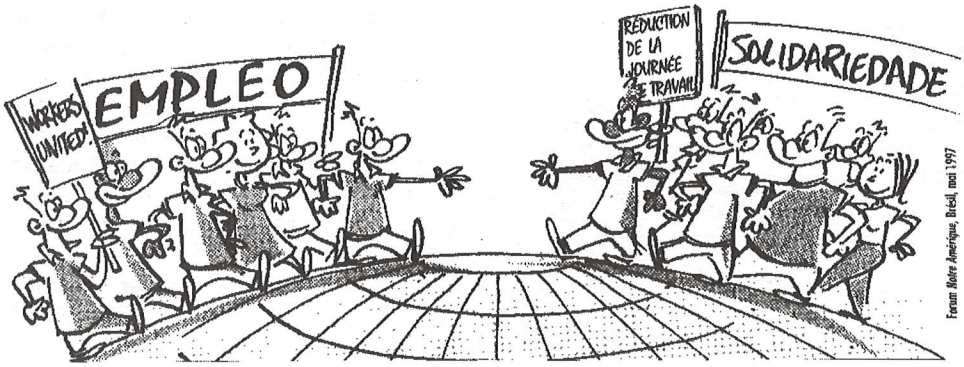
Le point de vue du FAT est, dans l'ensemble, similaire à celui du RMALC. Malgré son membership relativement réduit, le FAT est bien inséré dans les coalitions internes et a développé des stratégies de solidarité internationale. L'organisation étant présente dans les industries du textile, de l'automobile, de l'électronique et du verre, ses militants comprennent très bien la réalité de la mondialisation. Confronté à la situation des travailleuses et des travailleurs des maquilas, le FAT a appris à moduler son approche d'organisation syndicale. Afin de favoriser l'émergence de coalitions, il s'est refusé à couper les ponts avec les organisations syndicales nationales considérées comme «officialistes».

Mais face à un processus globalisé, toute réflexion stratégique doit aussi s'inscrire dans un cadre mondial, ou du moins continental. Des liens se sont donc progressivement tissés avec des organisations américaines. Aux États-Unis, qu'il s'agisse des syndicats indépendants et progressistes comme la United Electrical Workers (UE), qui participait au stage, ou des syndicats plus conservateurs et même corporatistes que nous avons rencontrés à El Paso, tous témoignent de la nécessité d'une action commune transfrontalière. En effet, plusieurs entreprises américaines ont déplacé leurs usines de production au Mexique pour profiter d'une main-d'oeuvre bon marché, éliminant par le fait même nombre d'emplois. De plus, le contexte mexicain donne aux employeurs américains des outils supplémentaires pour réduire les conditions de travail aux États-Unis. Tout cela amène la UE par exemple à articuler de plus en plus ses stratégies avec celles de partenaires mexicains.

Au Québec, ce deuxième stage de CISO témoigne aussi de la préoccupation croissante des syndicats sur l'intégration continentale. Les centrales syndicales et plusieurs syndicats indépendants sont membres du Regroupement québécois sur l'intégration continentale (RQIC). Ils ont participé au colloque *Solidarité des Amériques* l'an dernier et ont délégué des représentantes et des représentants au *Sommet des Peuples* de Santiago du Chili, qui s'est avéré l'amorce d'un mouvement social continental pour développer un contrepoids social au projet d'intégration continentale. Déjà certaines organisations syndicales ont intégré cette dimension à leur plan d'action régulier et se préoccupent d'approfondir les échanges Nord-Sud dans notre hémisphère.

De telles actions devraient se réaliser en coordination constante avec le RQIC. On peut souhaiter que ce réseau dispose de moyens et de ressources pour réaliser les études nécessaires sur les impacts du libre-échange et développe une stratégie de proposition similaire à ce qui s'est fait au Mexique. La sympathie et les préoccupations que les manifestations du printemps dernier contre l'AMI ont suscitées constituent un terrain propice à des actions de sensibilisation. C'est d'autant plus opportun que le Canada sera très engagé dans le suivi de la conférence des chefs d'États à Santiago.

MICHELINE JOURDAIN



À L'HEURE DU LIBRE-ÉCHANGE DES AMÉRIQUES

LE RÉSEAU QUÉBÉCOIS SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE (RQIC)

Deux mondes, une alternative ?

VIVRE UNE EXPÉRIENCE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, C'EST BOULEVERSANT, C'EST TRANSFORMANT. EN VIVRE DEUX COUP SUR COUP, C'EST ENCORE PLUS SPÉCIAL ET C'EST CE QUI M'EST ARRIVÉ CETTE ANNÉE. EN JANVIER ET FÉVRIER DERNIERS, J'ACCOMPAGNAIS UN GROUPE DE DIX ÉTUDIANT-E-S AU BURKINA FASO EN AFRIQUE DE L'OUEST. AUJOURD'HUI, JE VOUS LIVRE UNE PART DE MES RÉFLEXIONS.

Ma plus grande interrogation a surgi à la suite d'une visite des quartiers populaires et autochtones de Ciudad Juarez. Un stagiaire m'a alors demandé si c'était pire que l'Afrique. Honnêtement, je n'ai pu esquisser une réponse qu'en ciblant au préalable quelques critères de qualité de vie. Par exemple, les femmes mexicaines n'ont pas besoin de marcher des kilomètres pour se procurer de l'eau potable. Elles profitent de l'électricité. Elles sont davantage éduquées, avec un taux d'analphabétisme de 10,4 %[1], alors que les Burkinabè sont analphabètes à 80 %. De plus, les Mexicains ont moins d'enfants et vivent plus longtemps (3,12 enfants et 71,5 ans), comparativement au Burkina (6,5 enfants et 47,4 ans).

Pour toutes ces raisons, je dois conclure que le Mexique est un meilleur endroit pour vivre. C'est logique, puisqu'il est classé au 50e rang pour l'indicateur de développement humain alors que le Burkina est au 172e rang. Malgré toutes ces explications rationnelles, comment se fait-il que je demeure avec la bizarre impression que la vie est meilleure au Burkina? Après quelques discussions politico-philosophiques, j'en conclus que c'est la mentalité, les valeurs et la culture du Burkina qui m'attirent. Au Mexique, nous avons été étonnés par le nombre de «carcasses de chars» qui jonchent les campagnes. Certes, la protection de l'environnement n'est pas avancée au Burkina. Toutefois, comme ils ont peu d'argent et qu'ils consomment peu, les déchets s'en trouvent limités. Au Mexique, comme le pouvoir d'achat est plus élevé, comme nous sommes en Amérique, voisins des États-Unis par surcroît, on y a développé une culture de chars (des syndicalistes nous ont raconté que les travailleurs rêvent tous d'avoir leur propre véhicule), d'asphalte (superbes autoroutes ... à péage), de béton et de plastique. De plus, on déplore le fait que les rigueurs du travail et de la survie favorisent l'émergence d'une mentalité individualiste. «On éprouve de plus en plus de difficultés à organiser des activités syndicales.»

Au Burkina, rien ne se perd. Ils pratiquent la récupération sans connaître les principes environnementalistes. Pour assurer la survie quotidienne, ils s'appuient sur une culture vivante où priment les relations humaines et l'esprit communautaire d'entraide et de solidarité. Cela n'empêche par les Burkinabè d'être attirés par la vie américaine. Même si plusieurs reconnaissent leur impérialisme économique, ils les préfèrent aux Européens qui traînent un lourd passé colonialiste. Plusieurs souhaitent venir vivre en Amérique, mais comme la vie est si dure et si courte, ils ne peuvent accumuler les économies nécessaires pour un tel voyage et le mythe de «l'american way of life» persiste encore.

Au Mexique, le rêve américain est beaucoup plus accessible. Tous les jours, des centaines de Mexicains traversent la frontière pourtant bien gardée. Parfois, on y laisse sa vie. À Ciudad Juarez, on se croirait dans une grande ville nord-américaine avec tous ces «fast-food» et ces magasins à grande surface. Partout, c'est l'opulence, alors qu'à quelques kilomètres, des familles vivent dans des cabanes construites avec des rebuts des maquiladoras. Ces gens n'ont même pas les moyens de profiter des coupons rabais distribués par leur employeur. «Sears, c'est trop cher. On ne peut pas habiller nos enfants là.»

Le modèle de développement proposé par l'Amérique du Nord est très idolâtré. Malheureusement, il présente trop de ratés. Le biologiste Claude Villeneuve souligne dans son dernier ouvrage[2] que si les pays dits «en voie de développement» visent le même niveau de consommation que l'Amérique du Nord et l'Europe, c'est la catastrophe qui nous guette. Il soutient que les pays dits développés sont en réalité mal développés. Leur modèle de développement est totalement à repenser en y incluant des préoccupations de développement durable. Certains critères de cette grille d'analyse concernent la lutte à la pauvreté et l'équité non seulement entre les générations, mais aussi entre les peuples du Nord et du Sud. Selon lui, la solution passe par l'implication des populations dans les projets de développement. Il faut donc éduquer, alphabétiser, continuer de prendre la parole, dénoncer les aberrations et refuser de croire que la mondialisation est inévitable et surtout, continuer de tisser des liens avec les organisations syndicales et populaires du Sud.

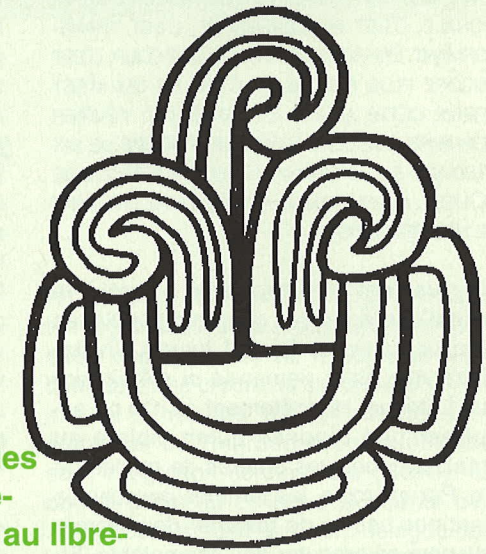
COLETTE FOURNIER

[1] CEDROM de L'État du monde, 1981-1997

[2] Claude Villeneuve, *Qui a peur de l'an 2000? Guide d'éducation relative à l'environnement pour le développement durable*, Sainte-Foy, Éditions MultiMondes, 1998, 303p.

MATILDE ARTEAGA, DU COMITÉ DES FEMMES DU FAT ET COLETTE FOURNIER

Nos solidarités



- **Informer largement les membres de nos organisations syndicales et populaires des conséquences du libre-échange au Mexique.**
- **Appuyer le FAT dans son action de syndicalisation des travailleuses et travailleurs des maquiladoras au nord du Mexique.**
- **Accroître nos relations avec les organisations syndicales et populaires en lutte contre les conséquences du libre-échange : FAT, RMALC (Réseau mexicain d'action face au libre-échange), UE (United Electrical, Radio and Machine Workers of America), syndicats américains à la frontière mexicaine, etc.**
- **Créer des outils de sensibilisation sur les réalités et les enjeux de l'intégration continentale.**
- **Promouvoir, à l'intérieur de nos organisations, toute action visant à faire connaître les effets de l'intégration continentale qui avance à grand pas (ZLÉA, AMI, etc.) et favoriser la participation à des regroupements ou des colloques qui font avancer les luttes contre cette intégration au service des grandes transnationales.**

UNE PARTIE DES STAGIAIRES AU COURS D'UNE RENCONTRE À MEXICO.

Note : Ce dossier Solidarité sur le Mexique est un complément de celui publié en avril 1997 et intitulé ***Au Mexique, l'ALÉNA, au profit de qui?*** (Vol. 19, nº 1). Des exemplaires sont disponibles au CISO ou auprès des organisations syndicales participantes.

Solidarité est une publication du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3
Tél. : 514-356-8888 • Téléc. : 514-356-0475 • Courriel : ciso@cam.org
Coordination : *Roger Saucier, Pierre-Yves Serinet* • Photos : *Marjolaine Théberge* et *Denis Turcotte* • Rédaction : *Isabelle Comtois* (SFPQ), *Danielle Couture* (FIIQ), *Julie Ducharme* (CEQ), *Sophie Fontaine* (FIIQ), *Colette Fournier* (FAC), *Micheline Jourdain* (CEQ), *Gabriel Marchand* (CEQ), *Jean Murdock* (FAC), *Joanne Prémont* (SFPQ), *Pierre-Yves Serinet* (CISO), *Gilbert Talbot* (FAC), *Marjolaine Théberge* (FIIQ), *Denis Turcotte* (SFPQ), *Jean Yergeau* (SERD-CEQ) • Révision et correction : *Danielle Couture, Julie Ducharme, Gabriel Marchand, Pierre-Yves Serinet, Jean Yergeau* • Relecture : *Patricia Legault* • Infographisme : *Louise Gravel*
Impression : *L'imprimerie d'Arthabaska* • Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec

3 $